

ARCHIVES HISTORIQUES DE LA COMMISSION

COLLECTION
DES DOCUMENTS "SEC"

Dossier SEC(76)1023

Vol. 1976/0030

Disclaimer

Conformément au règlement (CEE, Euratom) n° 354/83 du Conseil du 1er février 1983 concernant l'ouverture au public des archives historiques de la Communauté économique européenne et de la Communauté européenne de l'énergie atomique (JO L 43 du 15.2.1983, p. 1), modifié en dernier lieu par le règlement (UE) 2015/496 du Conseil du 17 mars 2015 (JO L 79 du 25.3.2015, p. 1), ce dossier est ouvert au public. Le cas échéant, les documents classifiés présents dans ce dossier ont été déclassifiés conformément à l'article 5 dudit règlement ou sont considérés déclassifiés conformément aux articles 26(3) et 59(2) de la décision (UE, Euratom) 2015/444 de la Commission du 13 mars 2015 concernant les règles de sécurité aux fins de la protection des informations classifiées de l'Union européenne.

In accordance with Council Regulation (EEC, Euratom) No 354/83 of 1 February 1983 concerning the opening to the public of the historical archives of the European Economic Community and the European Atomic Energy Community (OJ L 43, 15.2.1983, p. 1), as last amended by Council Regulation (EU) 2015/496 of 17 March 2015 (OJ L 79, 27.3.2015, p. 1), this file is open to the public. Where necessary, classified documents in this file have been declassified in conformity with Article 5 of the aforementioned regulation or are considered declassified in conformity with Articles (26.3) and 59(2) of the Commission Decision (EU, Euratom) 2015/444 of 13 March 2015 on the security rules for protecting EU classified information.

In Übereinstimmung mit der Verordnung (EWG, Euratom) Nr. 354/83 des Rates vom 1. Februar 1983 über die Freigabe der historischen Archive der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft und der Europäischen Atomgemeinschaft (ABl. L 43 vom 15.2.1983, S. 1), zuletzt geändert durch die Verordnung (EU) Nr. 2015/496 vom 17. März 2015 (ABl. L 79 vom 25.3.2015, S. 1), ist dieser Akt der Öffentlichkeit zugänglich. Soweit erforderlich, wurden die Verschlussachen in diesem Akt in Übereinstimmung mit Artikel 5 der genannten Verordnung freigegeben; beziehungsweise werden sie auf Grundlage von Artikel 26(3) und 59(2) der Entscheidung der Kommission (EU, Euratom) 2015/444 vom 13. März 2015 über die Sicherheitsvorschriften für den Schutz von EU-Verschlussachen als herabgestuft angesehen.

Bruxelles, le 14 mars 1976

Secrétariat général

SEC(75)

(SEC(76) 1023

NOTE POUR MM. LES MEMBRES DE LA COMMISSION

QUESTIONS PARLEMENTAIRES PROCEDURE ECRITE N° 04/76
ACCELEREE

REPONSE FACTUELLE

Délai : 16 mars 1976 - 12 h

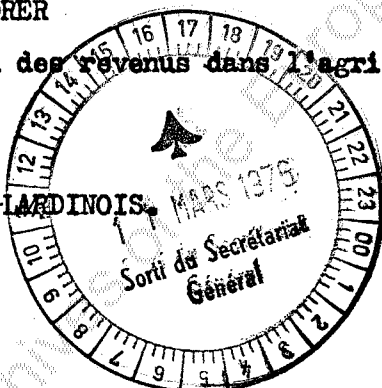
Observations éventuelles à M. BURATTINI, BERL. 11/98 - tél. 2324

OBJET : Adoption du projet de réponse à la question écrite 168/75

posée par SCHWORER

la répartition des revenus dans l'agriculture

projet établi par



Aussitôt après l'approbation de ce texte de réponse, celui-ci sera, avant d'être transmis au Parlement Européen, communiqué au Conseil pour l'information du Comité des Représentants permanents.

P.J. question
projet de réponse

Copie à : MM. les Directeurs Généraux
Service Juridique
Cabinet de M. le Président

C.J. AUDLAND

Secrétaire Général adjoint

P.O.

H. ETIENNE
Conseiller principal

PARLEMENT EUROPÉEN

Question écrite n° 768/75

de M. Schwörer

à la Commission des Communautés européennes

Objet : Répartition des revenus dans l'agriculture

1. La Commission est-elle en mesure de faire savoir quelle a été la répartition des revenus de l'agriculture européenne de 1970 à 1975 ?
2. La Commission serait-elle disposée, à cet égard, à apporter en faveur des zones agricoles particulièrement défavorisées un complément de caractère régional à sa politique des prix sous forme d'aides directes supplémentaires au revenu ?

Embargo pour diffusion et publication : le 5 février 1976

La Commission informe l'Honorable Parlementaire qu'il n'est pas possible d'obtenir des renseignements complets sur la répartition des revenus agricoles et leur évolution. On peut trouver cependant des indications sur cette répartition et un grand nombre de données du Réseau d'information comptable agricole (RICA) dans les rapports "Réseau d'information comptable agricole de la CEE" (1) et "La situation de l'agriculture dans la Communauté" (2).

Le tableau ci-dessous, basé sur l'échantillon RICA, donne la répartition des revenus agricoles dans les Etats membres. Il montre que les différences entre les Etats sont compensées par des différences plus importantes entre les régions d'un même Etat. L'étude de l'éventail des revenus agricoles dans les quatre grands Etats membres fait apparaître que ces différences se situent entre les extrêmes suivants (moyenne nationale = 100) :

- de 89 à 112 en Allemagne, entre les Länder (1973-74)
- de 47 à 338 en France, entre les régions administratives (chiffres provisoires pour 1974)
- de 54 à 165 en Italie, entre les Regioni (1971)
- de 73 à 112 en Angleterre et au Pays de Galles, entre les principales régions statistiques (1972-73).

(Les chiffres concernant l'Ecosse et l'Irlande du Nord ne sont pas disponibles).

D'une région à une autre, les revenus agricoles varient donc de 1 à 6 en France, de 1 à 3 en Italie et dans des proportions moindres dans les deux autres pays. Ces différences sont beaucoup plus importantes que celles concernant les revenus agricoles.

Le revenu du travail de l'exploitation comptable moyenne communautaire, qui s'est monté à 4.824 EUR/UTA en "1973", est le résultat d'une très large dispersion des revenus, qui sont fort différents selon l'orientation des exploitations, selon la dimension des exploitations et selon les régions. La production des terres arables et la production des terres granivères bénéficient généralement de hauts revenus (respectivement 6.391 et 6.201 EUR/UTA), alors que la production de cultures permanentes et celle des herbivores sont plutôt dévalorisées en la matière (respectivement 4.133 et 4.071 EUR/UTA).

2. Des aides directes au revenu peuvent déjà être accordées aux agriculteurs de la Communauté dans les régions visées par la directive du Conseil sur l'agriculture de montagne et de certaines zones défavorisées (3). Le point de vue de la Commission sur le recours aux aides directes au revenu dans d'autres cas figure aux paragraphes 121 et 122 du "Bilan de la politique agricole commune" (4).

(1) Réseau d'information comptable agricole de la CEE, résultats "1971" - "1972", COM(75) 335,

Réseau d'information comptable agricole de la CEE, résultats "1973", COM(75) 606.

(2) La situation de l'agriculture dans la Communauté, rapport 1975, COM(75) 601.

(3) J.O. L 128 du 19 mai 1975.

(4) Bilan de la politique agricole commune, COM(75) 100.

Répartition des exploitations selon le Niveau du Revenu du Travail par UTA en "1973" (Source : RICA)

	- 2000	-2000 - 0	0 - 2000	2000 - 4000	4000-6000	6000-8000	8000-10000	10000-12000	12000-14000	14000	Total
Deutschland	0,7	2,6	19,6	37,9	22,5	11,0	3,7	1,2	0,6	0,2	100,0
France	0,2	1,4	20,9	32,2	19,7	11,4	5,8	3,4	1,9	3,1	100,0
Italie	0,3	1,8	33,5	35,0	16,0	7,1	3,0	1,7	0,8	0,8	100,0
Belgique	0,2	0,3	5,4	21,8	28,6	19,6	12,6	6,8	2,0	2,7	100,0
Luxembourg	-	-	14,0	22,0	28,0	30,0	6,0	-	-	-	100,0
Nederland	-	0,5	1,5	12,1	20,6	20,7	16,6	10,0	7,6	10,4	100,0
Danmark	2,1	3,7	10,6	21,1	23,5	17,6	9,4	5,2	3,4	3,4	100,0
Ireland	1,3	5,4	51,6	29,3	8,8	2,1	1,3	-	0,2	-	100,0
United Kingdom	1,0	2,4	10,7	24,1	23,8	18,0	8,7	4,8	2,7	3,8	100,0
Ensemble CEE	0,6	2,1	20,1	29,2	20,3	12,7	6,6	3,6	2,1	2,7	100,0

TEXTE D

Bruxelles, 14 mars 1976

NOTE POUR MM. LES MEMBRES DE LA COMMISSION

QUESTIONS PARLEMENTAIRES PROCEDURE ECRITE N° 06/76
ACCÉLERÉE

REPONSE FACTUELLE

Délai 16 mars 1976 - 12 h

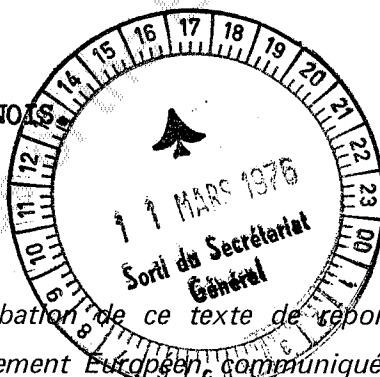
Observations éventuelles à M. BURATTINI, BERL. 11/98 - tél. 2324

OBJET : Adoption du projet de réponse à la question écrite 68/75

posée par SCHWÖRER

la répartition des revenus dans l'agriculture

projet établi par LARDINOIS



Aussitôt après l'approbation de ce texte de réponse, celui-ci sera, avant d'être transmis au Parlement Européen, communiqué au Conseil pour l'information du Comité des Représentants permanents.

P.J. question
projet de réponse

Copie à : MM. les Directeurs Généraux
Service Juridique
Cabinet de M. le Président

C.J. AUDLAND

Secrétaire Général adjoint

P.O.

H. ETIENNE
Conseiller principal

EUROPÄISCHES PARLAMENT

Schriftliche Anfrage Nr. 768/75

von Herrn Schwörer

an die Kommission der Europäischen Gemeinschaften

Betrifft: Einkommensverteilung in der Landwirtschaft

1. Ist die Kommission in der Lage mitzuteilen, wie sich die Einkommensverteilung in der europäischen Agrarwirtschaft in den Jahren von 1970 bis 1975 entwickelt hat?
2. Wäre die Kommission in diesem Zusammenhang bereit, die Preispolitik für die besonders ungünstigen landwirtschaftliche Standorte in regionalbegrenztem Umfang durch zusätzliche direkte Einkommensbeihilfen zu ergänzen?

Sperrfrist für Verteilung und Veröffentlichung : 5. Februar 1976

Die Kommission teilt dem Herrn Abgeordneten mit, daß keine vollständigen Informationen über die Verteilung und Entwicklung des landwirtschaftlichen Einkommens verfügbar sind. Es gibt jedoch Hinweise auf die Einkommensverteilung in der Landwirtschaft und die Berichte "Informationsnetz landwirtschaftlicher Buchführungen der EWG" (1) und "Die Lage der Landwirtschaft in der Gemeinschaft" (2) bieten zahlreiche Angaben aus dem Informationsnetz landwirtschaftlicher Buchführungen (IELB).

Die beiliegende Tabelle, die an Hand der IELB-Auswahl aufgestellt wurde, gibt einen Überblick über die Gliederung der landwirtschaftlichen Einkommen in den Mitgliedstaaten. Daraus geht hervor, daß zu den Unterschieden zwischen den Mitgliedstaaten noch größere Unterschiede innerhalb der einzelnen Staaten hinzu kommen. Eine Untersuchung der Spanne der landwirtschaftlichen Einkommen in den vier größten Gemeinschaftsländern zeigt, daß diese Unterschiede zwischen folgende Mindest- und Höchstgrenzen fallen (einzelstaatlicher Durchschnitt = 100)

- 89 bis 112 in Deutschland zwischen den Ländern (1973/74)
 - 47 bis 338 in Frankreich zwischen den Planungszonen (vorläufige Zahlen für 1974)
 - 54 bis 165 in Italien zwischen den Regionen (1971)
 - 73 bis 112 in England und Wales zwischen größeren statistischen Zonen (1972/73)
- (Für Schottland und Nordirland fehlen die Angaben).

Die regionalen Unterschiede zwischen den landwirtschaftlichen Einkommen schwanken also in Frankreich zwischen 1 und 6, in Italien zwischen 1 und 3, in den beiden anderen Ländern weniger stark. Sie sind bedeutend größer als die Unterschiede bei nichtlandwirtschaftlichen Einkommen.

Das durchschnittliche Gemeinschaftsarbeitseinkommen eines Buchführungsbetriebes belief sich 1973 auf 4.824 EUR/JAE und ergibt sich aus einer breiten Skala von Einkommen, die je nach Art und Größe der Betriebe und Regionen sehr unterschiedlich sind. Ackerbau und Schweine- oder Geflügelhaltung bringen normalerweise hohe Einkommen (6.391 bzw. 6.208 EUR/JAE), während Dauerkulturen und die Haltung von Grasfressern weniger einbringen (4.433 bzw. 4.071 EUR/JAE).

2. Landwirte in der Gemeinschaft, die unter die Ratsrichtlinie über Landwirtschaft in Berggebieten und in bestimmten anderen benachteiligten Gebieten (3) fallen, haben bereits Anspruch auf direkte Einkommensbeihilfen. Die Ansichten der Kommission zur Gewährung sonstiger direkter Einkommensbeihilfen sind in der "Bestandsaufnahme der Gemeinsamen Agrarpolitik", Absatz 121 und 122 (4), niedergelegt.

(1) Informationsnetz landwirtschaftlicher Buchführungen der EWG, Ergebnisse 1971-1972, KOM(75) 335 - Informationsnetz landwirtschaftlicher Buchführungen der EWG, Ergebnisse 1973, KOM(76) 683)

(2) Die Lage der Landwirtschaft in der Gemeinschaft, Bericht 1975, KOM(75) 601

(3) ABl. L 128 vom 19. Mai 1975

(4) Bestandsaufnahme der Gemeinsamen Agrarpolitik (KOM(75) 100)

M

Aufgliederung der Betriebe nach der Höhe des Arbeitseinkommens pro JAE für "1973" (Quelle: INLB)

	- 2000	-2000 - 0	0 - 2000	2000 - 4000	4000-6000	6000-8000	8000-10000	10000-12000	12000-14000	14000	Insgesamt
Deutschland	0,7	2,6	19,6	37,9	22,5	11,0	3,7	1,2	0,6	0,2	100,0
Frankreich	0,2	1,4	20,9	32,2	19,7	11,4	5,8	3,4	1,9	3,1	100,0
Italien	0,3	1,8	33,5	35,0	16,0	7,1	3,0	1,7	0,8	0,8	100,0
Belgien	0,2	0,3	5,4	21,8	28,6	19,6	12,6	6,8	2,0	2,7	100,0
Luxemburg	-	-	14,0	22,0	28,0	30,0	6,0	-	-	-	100,0
Niederlande	-	0,5	1,5	12,1	20,6	20,7	16,6	10,0	7,6	10,4	100,0
Dänemark	2,1	3,7	10,6	21,1	23,5	17,6	9,4	5,2	3,4	3,4	100,0
Irland	1,3	5,4	51,6	29,3	8,8	2,1	1,3	-	0,2	-	100,0
Vereinigtes Königreich	1,0	2,4	10,7	24,1	23,8	18,0	8,7	4,8	2,7	3,8	100,0
EWG insgesamt	0,6	2,1	20,1	29,2	20,3	12,7	6,6	3,6	2,1	2,7	100,0

XXXXX

(SEC(76) 1023

TEXTE E

Bruxelles, le
10 mars 1976

NOTE POUR MM. LES MEMBRES DE LA COMMISSION

QUESTIONS PARLEMENTAIRES PROCEDURE ECRITE N° 0189/76

Délai :

Mardi 10 mars 1976 - 12 h

Observations éventuelles à M. BURATTINI, BERL. 11/98 - tél. 2324

OBJET : Adoption du projet de réponse à la question écrite n°
768/75

posée par

M. SCHWORER

sur

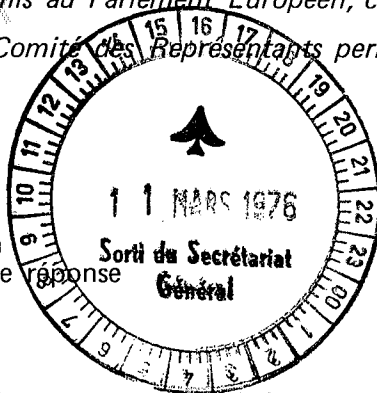
la répartition des revenus dans l'agriculture

projet établi par M.

LARDINOIS.

Aussitôt après l'approbation de ce texte de réponse, celui-ci sera, avant
d'être transmis au Parlement Européen, communiqué au Conseil pour l'infor-
mation du Comité des Représentants permanents.

P.J. question
projet de réponse



Copie à : MM. les Directeurs Généraux
Service Juridique
Cabinet de M. le Président

C.J. AUDLAND
Secrétaire Général adjoint

p.o.

H. ETIENNE
Conseiller principal

EUROPEAN PARLIAMENT

Written Question No. 768/75

by Mr Schwörer

to the Commission of the European Communities

Subject: Distribution of agricultural incomes

1. Can the Commission provide information on trends in the distribution of incomes in European agriculture over the period from 1970 to 1975?
2. In this connection would the Commission be prepared, in the case of particularly underprivileged agricultural regions, to supplement its price policy by additional direct income subsidies?

Release date for distribution and publication: 5 February 1976

PE 43.528/En

1. The Commission informs the Honourable Member that full information concerning the distribution of agricultural incomes and their evolution is not available. There are, however, indications of the distribution of agricultural incomes and considerable data from the Farm Accounting Data Network (FADN) are available in the reports "Réseau d'information comptable agricole de la CEE" (1) and "La situation de l'agriculture dans la Communauté" (2).

The attached table, based on the FADN sample, gives the distribution of farm incomes in the Member States. It shows that the differences from country to country are matched by bigger differences within each Member State. An examination of the range of farm incomes in the four largest Community countries shows that these differences fall between the following extremes (national average = 100) :

- 89 to 112 in Germany as between Länder (1973-74)
 - 47 to 338 in France as between planning regions (provisional figures for 1974)
 - 54 to 165 in Italy as between Regioni (1971)
 - 73 to 112 in England and Wales as between major statistical regions (1972-73).
- (Figures are not available for Scotland and Northern Ireland).

Regional differences in farm incomes thus vary between 1 and 6 in France, 1 and 3 in Italy and less in the other two countries. They are considerably greater than the differences between non-agricultural incomes.

The average Community labour income of a returning holding which was 4,824 EUR/ALU in "1973" is the result of a wide variation of incomes which are very different depending on the type and size of holdings, and region. Arable and grazing stock usually receive a high income (6,391 and 6,201 EUR/ALU respectively) whereas permanent crops and stock grazing tend to be less well (4,433 and 4,071 EUR/ALU respectively).

2. Direct income subsidies are already payable to community farmers in the regions covered by the Council Directive on hill farming and farming in certain other less-favoured areas (3). The Commission's views on other uses of direct income subsidies are set out in "Stocktaking of the Common Agricultural Policy", paragraphs 121 and 122 (4).

./.

-
- (1) Farm Accountancy Data Network for the EEC, Results "1971"- "1972", COM(75) 335
Farm Accountancy Data Network for the EEC, Results "1973", COM(75) 683
 - (2) The Agricultural Situation in the Community Report 1975, COM(75) 3600
 - (3) OJ No L 28, 19.5.1975
 - (4) Stocktaking of the Common Agricultural Policy (COM(75) 100)
- 110

BREAKDOWN OF HOLDINGS BY LEVEL OF LABOUR INCOME PER ALU IN "1973"*

	- 2000	-2000 - 0	0 - 2000	2000 - 4000	4000-6000	6000-8000	8000-10000	10000-12000	12000-14000	14000	Total
Belgium	0.2	0.3	5.4	21.8	28.6	19.6	12.6	6.8	2.0	2.7	100
Denmark	2.1	3.7	10.6	21.1	23.5	17.6	9.4	5.2	3.4	3.4	100
France	0.2	1.4	20.9	32.2	19.7	11.4	5.8	3.4	1.9	3.1	100
Germany	0.7	2.6	19.6	37.9	22.5	11.0	3.7	1.2	0.6	0.2	100
Ireland	1.3	5.4	51.6	29.3	8.8	2.1	1.3	-	0.2	-	100
Italy	0.3	1.8	33.5	35.0	16.0	7.1	3.0	1.7	0.8	0.8	100
Luxembourg	-	-	14.0	22.0	28.0	30.0	6.0	-	-	-	100
Netherlands	-	0.5	1.5	12.1	20.6	20.7	16.6	10.0	7.6	10.4	100
United Kingdom	1.0	2.4	10.7	24.1	23.8	18.0	8.7	4.8	2.7	3.8	100
EEC	0.6	2.1	20.1	29.2	20.3	12.7	6.6	3.6	2.1	2.7	100

*Source: FADN